



Déclaration au CSE central du 25 mai 2022

Nous sommes réunis ce jour dans le cadre du suivi de la marche générale de l'entreprise pour parler d'avenir, celui de France Télévisions, au travers d'un projet de regroupement immobilier des sites parisiens. Comme tout projet, il comporte ses aspects positifs et négatifs, et nous sommes ici présents pour en débattre, comprendre ses finalités, mesurer ses impacts potentiels et ses risques, trouver des compromis, obtenir des garanties, décider d'une méthode pour le mener, dans l'intérêt des salariés que nous représentons. **Mais au-delà de ce projet immobilier, notre avenir se joue en ce moment à un tout autre niveau.**

Le gouvernement entend faire adopter, dès que la nouvelle Assemblée Nationale sera constituée, un projet de loi de finances rectificative sur le pouvoir d'achat. Avec une disposition aux conséquences lourdes, derrière l'argumentation fallacieuse d'un gain de pouvoir d'achat pour les citoyens : la suppression de la redevance.

Cette annonce électoraliste et démagogique n'est accompagnée d'aucun dispositif alternatif crédible susceptible de garantir l'indépendance et la pérennité de l'Audiovisuel Public. La promesse d'inscrire son financement dans le budget général de l'État est évidemment un leurre car jamais il ne sera jugé prioritaire face aux missions fondamentales de l'État en matière d'éducation, de santé, de justice, de police ou de défense...

Gouverner c'est prévoir, gouverner ce n'est pas mentir !

Face à cette attaque sans précédent contre l'existence même du service public audiovisuel, nous avons collectivement décidé de déposer un préavis de grève intersyndical pour le 28 juin, jour de l'investiture des nouveaux député-e-s, afin d'exprimer notre colère et exiger des engagements pour l'avenir de nos médias.

Les salariés de notre entreprise qui s'investissent chaque jour dans leur mission doivent être respectés. Tout comme doivent l'être les téléspectateurs qui ont toujours montré leur attachement à la télévision publique. Nul pouvoir, fut-il jupitérien, ne peut s'arroger le droit de brader leur avenir avec une telle brutalité.

Nous exigeons un plan stratégique clair pour confirmer nos missions, avec une visibilité incontestable sur notre financement. Nous exigeons un débat de fond sur la consolidation de notre redevance dont le niveau de collecte est bousculé par les nouveaux usages. Nos voisins suisses, au terme d'un débat approfondi sur le sujet, ont exprimé à plus de 70% dans le cadre d'une votation (sorte de Référendum d'Initiative Citoyenne) leur volonté de maintenir leur redevance (la plus chère d'Europe) !

C'est la survie de FTV et de ses multiples antennes, TV, radio et web, ses canaux hertziens et ses plateformes de contenus qui se joue.

Nous appelons tous les salariés à se mobiliser pour demander au pouvoir en place de les respecter, pour obtenir des engagements précis sur le financement de nos missions.

Nous allons démontrer qu'une taxe de 38 centimes d'euro par jour et par foyer fiscal a un sens pour la cohésion de notre pays, pour disposer d'une information libre et vérifiée, pour contrecarrer le complotisme et les fake news qui prolifèrent sur Internet, pour produire des contenus respectant toutes les diversités, des magazines d'investigations, des fictions et séries grand public ou abordant des thèmes difficiles, pour autoriser la prise de risque de l'innovation éditoriale sans subir le diktat de l'audience ou la férule du pouvoir politique.

C'est une lutte fondamentale pour la liberté qui s'engage, la liberté d'informer et de créer, une lutte pour le maintien d'un lien social au moment où le risque de son délitement n'a jamais été aussi grand.

Paris, le 25 mai 2022

